



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/674
27 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 121 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Etien NINOV (Bulgarie)

1. A sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1989, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-quatrième session et de renvoyer à la Cinquième Commission le point intitulé :

"Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance*;
- c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- f) Fonds des Nations Unies pour la population."

* L'UNICEF ayant adopté un cycle budgétaire biennal, il n'est pas présenté de rapport financier pour cet organisme à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale.

2. A ses 3e à 7e, 12e et 13e séances, les 2, 4, 6, 9, 16 et 17 octobre 1989, la Cinquième Commission a examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1988 ainsi que les rapports et opinions connexes du Comité des commissaires aux comptes concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 1/, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 2/, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 3/, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 4/, et le Fonds des Nations Unies pour la population 5/. La Commission a également examiné le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/44/543).

3. La Commission était également saisie d'une note du Secrétaire général contenant un résumé des principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun du Comité des commissaires aux comptes (A/44/356), d'un rapport du Secrétaire général sur la présentation des états financiers et politiques comptables de tous les organismes et programmes dont les comptes font l'objet d'une vérification (A/44/537) et d'un rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/44/541), ainsi que des réponses données à ce sujet par les organismes et programmes concernés (A/44/544).

4. Les observations et commentaires faits au cours de la discussion et les réponses aux questions posées sont consignés dans les comptes rendus analytiques de la Cinquième Commission (A/C.5/44/SR.3 à 7, 12 et 13).

5. A la 12e séance, le 16 octobre, à l'issue de consultations officieuses, le Vice-Président de la Commission a présenté un projet de résolution (A/C.5/44/L.3) qu'il a révisé oralement. Au paragraphe 11 du dispositif, les termes "en ayant à l'esprit le désir qui a été exprimé" ont été remplacés par "en tenant compte du fait qu'il serait souhaitable" et, dans la version anglaise, le mot "and" a été introduit après "each entity" au paragraphe 15 et le mot "biennial" a été remplacé par "biennium" au paragraphe 23. Le Vice-Président a également signalé plusieurs fautes d'impression.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 5A (A/44/5/Add.1).

2/ Ibid., Supplément No 5C (A/44/5/Add.3).

3/ Ibid., Supplément No 5D (A/44/5/Add.4).

4/ Ibid., Supplément No 5E (A/44/5/Add.5).

5/ Ibid., Supplément No 5G (A/44/5/Add.7).

6. A sa 13e séance, le 17 octobre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/44/L.3, tel qu'oralement révisé, sans le mettre aux voix (voir par. 8).

7. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a expliqué la position de sa délégation.

RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

8. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1988 concernant le Programme des Nations Unies pour le développement 6/, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 7/, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 8/, les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 9/ et le Fonds des Nations Unies pour la population 10/, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes 11/, le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 12/, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes 13/, le rapport sur la présentation des états financiers et les politiques comptables de tous les organismes et programmes dont les comptes font l'objet d'une vérification 14/ et les rapports relatifs à l'application des recommandations formulées 15/,

6/ Ibid., Supplément No 5A (A/44/5/Add.1).

7/ Ibid., Supplément No 5C (A/44/5/Add.3).

8/ Ibid., Supplément No 5D (A/44/5/Add.4).

9/ Ibid., Supplément No 5E (A/44/5/Add.5).

10/ Ibid., Supplément No 5G (A/44/5/Add.7).

11/ Ibid., Supplément No 5A (A/44/5/Add.1), sect. II et IV; *ibid.*, Supplément No 5C (A/44/5/Add.3), sect. II et III; *ibid.*, Supplément No 5D (A/44/5/Add.4), sect. II et III; *ibid.*, Supplément No 5E (A/44/5/Add.5), sect. I et II; *ibid.*, Supplément No 5G (A/44/5/Add.7), sect. II et IV.

12/ A/44/543.

13/ A/44/356.

14/ A/44/537.

15/ A/44/541 et A/44/544.

/...

Notant avec préoccupation que, pour les raisons exposées dans ses rapports, le Comité des commissaires aux comptes a assorti de réserves ses opinions sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population et qu'il a aussi, dans le cas des opérations de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche formulé des réserves quant à leur conformité avec le règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et les instructions des organes délibérants,

Notant également avec préoccupation le retard avec lequel ont été publiés certains de ses rapports devant lui être soumis sur la question lors de sa quarante-quatrième session,

Notant les efforts déployés par un certain nombre d'organismes et programmes des Nations Unies pour améliorer la présentation de leurs états financiers et leurs règles comptables,

Considérant les vues exprimées par les délégations, par le Comité des commissaires aux comptes et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au cours des débats de la Cinquième Commission 16/ et le fait que de nombreux participants se sont déclarés favorables à des mesures visant à améliorer l'efficacité, l'efficacité, la gestion, la reddition de comptes, le contrôle budgétaire, la normalisation de la présentation des états financiers et la normalisation des règles, pratiques et procédures comptables dans les organismes et programmes des Nations Unies intéressés,

Soulignant la nécessité de normaliser la présentation des états financiers et les règles comptables des organismes et programmes des Nations Unies,

Soulignant aussi l'importance d'une vérification interne efficace dans les organismes et programmes sur lesquels le Comité des commissaires aux comptes fait rapport;

1. Accepte les rapports financiers et les états financiers vérifiés ainsi que les opinions et les rapports du Comité des commissaires aux comptes concernant les organismes susmentionnés;

2. Prie les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de demander aux chefs de secrétariat intéressés de prendre immédiatement, dans leurs domaines de compétence respectifs, les mesures nécessaires pour corriger ou améliorer les conditions qui ont donné lieu aux réserves dont le Comité des commissaires aux comptes a assorti ses opinions;

16/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Cinquième Commission, 3e à 7e, 12 et 13e séances.

3. Prie instamment les administrations et les organes directeurs des agents d'exécution et les autres parties concernées de résoudre, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'avec le Fonds des Nations Unies pour la population, les problèmes techniques identifiés par le Comité des commissaires aux comptes en ce qui concerne la certification des dépenses relatives aux programmes et des dépenses d'appui aux programmes;

4. Approuve les observations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans leurs rapports respectifs;

5. Demande aux organes directeurs compétents de veiller à ce que les chefs de secrétariat intéressés prennent les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans leurs rapports respectifs et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

6. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de prendre sans retard les mesures appropriées qui relèvent de leur compétence, compte tenu des commentaires, observations et recommandations formulés par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuvés dans la présente résolution, notamment en ce qui concerne l'établissement des comptes et des rapports financiers, l'enregistrement des dépenses relatives aux programmes, la présentation de l'actif et du passif, y compris les engagements non réglés, le contrôle budgétaire, la gestion de la trésorerie, les comptes des fonds d'affectation spéciale et les questions de gestion, notamment l'emploi de consultants, l'adjudication de contrats et la formulation de projets, et de lui en rendre compte lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire des organes directeurs desdits organismes et programmes;

7. Prie en outre le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de lui rendre compte, lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, des mesures concrètes qui auront été prises pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, et de fournir des explications au cas où il n'aurait pas encore été donné suite à certaines d'entre elles, et demande au Comité des commissaires aux comptes et au Comité consultatif d'évaluer l'efficacité de ces mesures et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

8. Recommande que tous les futurs rapports du Comité des commissaires aux comptes continuent d'inclure des sections distinctes qui récapitulent les recommandations concernant les mesures correctives à prendre par les organismes et programmes intéressés, avec indication de leur urgence relative;

9. Recommande en outre que le Comité des commissaires aux comptes continue de lui présenter un document concis résumant ses principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification, et, le cas échéant, identifiant l'organisme visé;

10. Approuve les modifications des procédures financières du Programme des Nations Unies pour le développement, recommandées dans la décision 89/61 du Conseil d'administration du Programme, et du Fonds des Nations Unies pour la population, recommandées dans sa décision 89/49 17/;

11. Prie les organes directeurs des organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés et qui ont un cycle budgétaire biennal d'examiner à leur prochaine session la question de la périodicité des rapports de vérification des comptes, en tenant compte du fait qu'il serait souhaitable d'établir des rapports annuels sur les questions de gestion;

12. Prie le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de continuer à revoir dans le cadre de la vérification des comptes des organismes et programmes, y compris les opérations de maintien de la paix, l'efficacité et l'efficacité des procédures et contrôles financiers, le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, et de recommander les mesures à prendre, le cas échéant, pour renforcer le contrôle financier et le contrôle de gestion;

13. Prie également le Comité des commissaires aux comptes de continuer à étudier la question de savoir s'il serait souhaitable et possible qu'il élargisse la portée des travaux prévus à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

14. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies, agissant en consultation avec le Comité des commissaires aux comptes, d'élargir encore, en vue d'en achever rapidement la mise au point, le cadre de comptabilité générale utilisable pour l'établissement des états financiers, eu égard aux règles et règlements financiers pertinents, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis, et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

15. Invite le Comité des commissaires aux comptes à garder à l'étude les règles comptables de chaque organisme et programme et à appeler l'attention de l'Assemblée, en vue d'une plus grande harmonisation et tout en tenant compte des mandats respectifs de chaque entité concernée, sur les domaines dans lesquels il considère que ces règles comptables divergent;

17/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1989, Supplément No 13 (E/1989/32), annexe I.

16. Prie toutes les administrations et tous les organes directeurs intéressés, agissant en collaboration avec le Comité des commissaires aux comptes, de finir de revoir et de clarifier leurs règles comptables en ce qui concerne la comptabilisation des engagements non réglés, compte tenu des principes comptables généralement admis et des articles 4.3 et 4.4 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies;

17. Invite les gouvernements qui sont représentés dans les organes directeurs des organismes et programmes dont elle a examiné les états financiers vérifiés à faire en sorte que les rapports du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi que les observations faites à leur sujet à la Cinquième Commission, reçoivent toute l'attention voulue;

18. Encourage tous les organes directeurs des organismes et programmes à inviter un représentant du Comité des commissaires aux comptes à assister aux réunions qu'ils consacrent à l'examen des rapports du Comité;

19. Prie le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de veiller à ce que leurs services respectifs de vérification interne vérifient si les administrations ont pris les mesures correctives voulues pour donner suite aux principales recommandations du Comité des commissaires aux comptes;

20. Demande aux administrations intéressées et au Comité des commissaires aux comptes de faire en sorte que les observations des administrations sur les points soulevés par le Comité soient communiquées à celui-ci avant qu'il n'établisse ses rapports sous leur forme définitive;

21. Prie les chefs de secrétariat des organismes et programmes intéressés d'appliquer les procédures et contrôles existants de telle sorte que, conformément aux règles de gestion financière, les dépenses n'excèdent pas le montant des crédits alloués et d'appliquer les mesures disciplinaires prévues, afin de mieux assurer le respect de l'obligation redditionnelle, de même que la discipline budgétaire;

22. Prie le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'examiner la situation de trésorerie de tous les organismes des Nations Unies et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session;

23. Prie aussi le Comité des commissaires aux comptes de procéder pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à une vérification des questions de fond, notamment des questions de gestion, portant sur la première année de chaque exercice biennal, et de lui présenter, ainsi qu'au Conseil d'administration du Fonds un rapport sur ses conclusions et recommandations, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

/...

24. Prie en outre le Comité des commissaires aux comptes d'examiner les instructions administratives publiées en application du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, notamment de la règle 114.1, et de lui présenter lors de sa quarante-cinquième session un rapport indiquant si elles sont adéquates et efficaces.
